

Violence envers les enfants : des Français indignés mais encore mal informés

ETUDE ELABE POUR ENFANCE ET PARTAGE :

- La violence envers les enfants est la **première cause d'indignation** des Français
 - **6 Français sur 10** attendent d'être absolument sûrs, preuves à l'appui, pour alerter les autorités compétentes
 - **6 Français sur 10** ne savent pas quel numéro composer pour signaler un cas de violence sur un enfant

Ce 20 novembre à 2020 à l'occasion de la Journée Internationale des Droits de l'Enfant, l'association Enfance et Partage, engagée depuis plus de 40 ans pour la protection des enfants, rend publics, en partenariat avec l'institut Elabe, les résultats d'une étude sur les Français et les violences envers les enfants¹. Cette étude, qui vise à contribuer à la sensibilisation des citoyens et à la réflexion des pouvoirs publics et des acteurs sociaux, met en lumière l'importance du sujet des violences faites aux enfants aux yeux des Français, mais aussi leur méconnaissance des outils à disposition pour agir et leur sentiment de ne pas être suffisamment informés.

Les violences envers les enfants, première cause d'indignation des Français

L'enquête montre clairement que les violences envers les enfants représentent un sujet d'importance majeure aux yeux des Français. Ce sujet ressort en effet comme, **leur première cause d'indignation (citée par 34 % des répondants)** parmi les grands problèmes structurels de la société française évoqués dans le questionnaire (et qui touchaient aux violences, aux incivilités, à la pollution, à la pauvreté...).

Des signes de maltraitance globalement identifiés par les Français, mais une réticence à donner l'alerte en cas de doutes

Lorsqu'ils sont interrogés sur les signes pouvant indiquer qu'un enfant est victime de violences, les Français identifient plutôt bien les éléments d'alerte : hématomes ou plaies, repli sur soi, pleurs fréquents... Cependant, dans les faits, alors que 16% des Français déclarent avoir été victimes de maltraitements de la part d'un adulte au cours de leur enfance, **seuls 19 % des Français interrogés ont l'impression d'avoir été face à un enfant victime de violence**, ou dont ils pensaient avoir été victimes de violence, au cours de ces dernières années.

Par ailleurs, **61 % des Français attendent d'être absolument sûrs, preuves à l'appui, pour alerter les autorités compétentes**, ce qui les conduit donc à s'abstenir en cas de doute. **Enfance & Partage** rappelle l'importance d'alerter, au moindre doute sur la possibilité d'une violence envers un enfant, les acteurs de protection de l'Enfance.

¹ Etude Elabe, réalisée selon la méthode des quotas, auprès d'un échantillon représentatif de 1006 personnes, du 20 au 21 octobre 2020.



Des moyens d'alerte et des acteurs relativement peu connus de la majorité des Français

La volonté d'agir des citoyens pour protéger les enfants se heurte également à leur méconnaissance des moyens d'alerte. **62 % des Français ne savent pas quel numéro contacter pour signaler un cas de violence sur un enfant et seuls 16% d'entre eux connaissent le numéro dédié, le 119.** De plus, les autorités compétentes en la matière sont inégalement identifiées : la majorité des Français (67%) pense en premier aux forces de l'ordre Police / Gendarmerie / Brigade de Protection pour signaler un cas de violence sur un enfant, devant les services sociaux (21%). Les autres acteurs de l'écosystème, notamment associatifs, ne sont que très peu identifiés : **81 % ne connaissent pas bien les associations de lutte contre les violences faites aux enfants**

Des Français qui s'estiment insuffisamment informés pour pouvoir agir

Globalement, les Français font le constat d'un déficit d'information générale sur le sujet : **65 % d'entre eux ont le sentiment que le sujet n'est pas assez abordé dans les médias, et 67% pensent même qu'il s'agit d'un sujet tabou.** En conséquence, **68% des Français ne se sentent pas suffisamment informés** et estiment ne pas disposer des informations nécessaires pour pouvoir agir.

Enfance et Partage espère avec cette étude renforcer la mobilisation des pouvoirs publics et l'attention des citoyens, conformément à la sensibilité **des Français qui estiment à 97% que « tout le monde » a un rôle à jouer pour lutter contre ces violences.**

Les résultats complets de l'étude sont disponibles sur demande.

« Cette étude confirme que les Français ont pris conscience de l'importance du sujet des violences faites aux enfants, ce qui constitue un premier pas essentiel ! Rappelons qu'aujourd'hui, un enfant meurt tous les cinq jours après avoir été victime de violences intrafamiliales, et que 23 000 enfants ont été victimes de violences sexuelles en 2017. Toutefois, nous voyons que pour lutter efficacement contre ces violences, nous devons davantage informer les citoyens sur les moyens à leur disposition et leur rappeler qu'en cas de doute, il faut quand même agir ! »

Marie-Pierre Colombel, Présidente d'Enfance et Partage

« Il est très significatif qu'interrogés sur ce qui les indigne le plus parmi plusieurs grands sujets de société, les Français mettent en première position la violence envers les enfants (citée par 34% d'entre eux), alors que ce thème est loin d'être le plus médiatisé. Très significatif aussi que 46 % expriment spontanément un sentiment d'indignation quand on leur demande les mots qu'ils associent à cette notion de violence envers les enfants. Ce décalage entre le caractère très émotionnel du sujet pour les

Français et leur sentiment d'un déficit d'information sur le phénomène et les outils pour le combattre montre qu'il y a une réelle attente à combler pour les acteurs publics et associatifs. »
Bernard Sananes, président d'Elabe.

A propos d'Enfance et Partage

Depuis plus de 40 ans Enfance et partage agit pour que chaque enfant soit protégé par sa famille et par la société afin de préserver son devenir d'adulte. Nous soutenons les parents par la valorisation de leurs compétences. Reconnue d'utilité publique, l'association lutte pour protéger, soutenir, défendre et accompagner les enfants mineurs de toute forme de violence, qu'elle soit physique psychologique ou sexuelle. Notre action s'inscrit dans le cadre de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (C.I.D.E), ratifiée par la France en 1990. Nous assurons nos missions avec l'appui de 18 comités sur tout le territoire, de 250 bénévoles, d'une dizaine de salariées (psychologues, juriste) et d'un réseau de 50 professionnels (psychologues, avocats).

<https://enfance-et-partage.org/>

A propos d'ELABE

ELABE est un cabinet d'études et de conseil créé en Juin 2015 par Bernard Sananès et fondé sur une approche nouvelle : l'hybridation de trois métiers complémentaires, les Etudes, le Conseil et le Planning stratégique. Le rapprochement de ces trois métiers et le décloisonnement de leurs expertises permet à ELABE de proposer non seulement des études plus stratégiques et plus décisionnelles, mais surtout un conseil en stratégie de communication objectivé par l'analyse des opinions. Forte de ses synergies, ELABE a pour ambition d'accompagner ses clients dans la mise en mouvement de leurs idées, l'appropriation de leurs actions et l'accompagnement de leurs transformations. Installée à Levallois, ELABE est une équipe pluridisciplinaire de près d'une vingtaine de consultants. ELABE compte plusieurs grandes références, entreprises du CAC 40 et du SBF 120, acteurs leaders sur leur marché, Institutions professionnelles ou ETI en forte croissance, issus de secteurs d'activité variés.

www.elabe.fr

Contact presse : François Cathalifaud
06 62 15 50 03 / francois.cathalifaud@elabe.fr